



«Occupy the Post Office!» («Occupons la Poste»), voilà l'appel lancé par un réseau nouvellement créé réunissant travailleurs de base de la Poste et leurs amis et alliés.

Devant l'absence d'une quelconque mobilisation substantielle de leurs membres par les syndicats des postiers à l'échelle nationale, *Community and Postal Workers United* (CPWU) a appelé pour le 17 avril – le jour d'échéance des envois des déclarations d'impôts – à une journée nationale d'action pour sauver le service postal. Le réseau est actif dans au moins 12 villes à travers tout le pays et il réunit des militant·e·s de tous les syndicats postaux.

Comme le Congrès est sous pression d'agir avant que le moratoire sur la fermeture des bureaux de poste n'expire le 15 mai 2012, le directeur général des Postes est en train de préparer une vague massive de fermetures de bureaux de poste et de centres de tri.

Les fermetures vont provoquer des perturbations graves du service du courrier. Elles vont nuire principalement aux personnes vulnérables, les pauvres, les petits paysans et habitants des zones rurales et les personnes âgées, tout en détruisant des dizaines de milliers de postes de travail (procurant des salaires dont vivent des familles), des emplois syndiqués et sabotant nombre d'entreprises dépendant d'une distribution ponctuelle du courrier. Les dommages infligés aux populations, qu'elles soient rurales ou urbaines, comme la perturbation de la vie de nombreuses familles et de la vie économique locale seront substantiels.

Le Congrès semble bloqué. Une majorité bipartisane à la Chambre des représentants a parrainé le projet de loi HR1351 [loi concernant les retraites], qui apporterait une solution aux finances de la Poste en lui permettant l'accès à ses propres fonds de pension et de santé de ses retraités, fonds qui disposent d'importants excédents. Mais le projet de loi languit dans la commission parlementaire chargée de l'étudier. Les salariés de la Poste ont inondé le Congrès avec un million de signatures au bas d'une pétition. Tout cela en vain.

Les responsables de la Poste ont déjà cédé deux fois à la pression, en reportant au 15 mai l'échéance obligeant le Congrès à agir avant que les fermetures ne soient imposées. Et plus récemment en s'engageant à ne procéder à aucune fermeture entre le 15 août et janvier 2013.

Le CPWU déclare dans son appel à l'action pour le 17 avril: «*Nous devons faire monter la température et augmenter le niveau de pression – sur le Congrès en faveur des projets de loi R 3591 et S 1853* [ayant trait à l'âge de la retraite et au nombre d'années de cotisation] *et sur le directeur général des Postes pour qu'il repousse les fermetures – ou alors le service postal sera plongé dans une spirale mortelle.*»
Qui plus est, le réseau appelle les collègues travailleurs postaux et tous leurs amis et alliés à «*reprendre à leur compte l'énergie et l'esprit d'audacieuse riposte du Wisconsin et de mouvement Occupy*».

Malheureusement, les syndicats nationaux de la Poste – l'Association nationale des facteurs (*National Association of Letter Carriers* /NALC, qui représente les facteurs des villes), la *American Postal Workers Union* (APWU, qui organise les employés de bureaux, les employés de maintenance et les chauffeurs de camion), la *National Postal Mail Handlers Union* (NPMHU, qui représente les manutentionnaires du courrier), l'Association nationale des facteurs ruraux (NRLCA/ *National Rural Letter Carriers*, qui représente les facteurs ruraux) – restent absorbés par leur lobbying poli et leurs contributions financières aux campagnes électorales de parlementaires sympathisants.

Il y a six mois, une journée nationale de manifestations avait été organisée en réponse à la pression de la base, mais depuis lors il n'y avait plus rien eu. Un appel unanime des présidents de sections locales, adressé tant au Comité des présidents de la NALC qu'au Conseil des présidents de l'APWU et demandant une marche nationale sur Washington ainsi que la démission du directeur général des Postes, a été simplement ignoré par les dirigeants syndicaux nationaux.

A la suite de l'appel de la CPWU «Occupy the Post Office» le jour des envois des déclarations d'impôts, les directions nationales de l'APWU et NPMHU ont, de leur côté, appelé à une propre action, le 17 avril 2012, avec le slogan: «*Les Etats-Unis dépendent de leur service postal*». Alors que la CPWU encourage les sections locales à organiser des actions militantes et à se lier aux mouvements Occupy locaux, l'APWU et la NPMHU se limitent à demander à leurs membres de distribuer aux usagers des bureaux de poste un tract qui demande aux sénateurs d'amender les mauvaises lois.

Quant à la NALC, la réponse de sa direction nationale a été de refuser d'appuyer l'action du 17 avril 2012 pour appeler à un lobbying des sénateurs le 12 avril. Un permanent de la NALC m'a dit que le syndicat ne peut pas se permettre d'apparaître associé au slogan «Occupy» parce que... le syndicat est en train d'essayer de séduire les républicains! Quant à la NRLCA, elle ne se rallie à aucune des deux journées d'action.

L'action d'organisation et de mobilisation de la CPWU au niveau local a subi un certain repli du fait des réactions des syndicats nationaux. Plusieurs sections locales de l'APWU ont préféré utiliser le tract national de leur syndicat plutôt que le tract plus audacieux de la CPWU. La direction de la section de la NALC de Portland (Oregon) a refusé une proposition de trente retraités postaux et membres de «Occupy Portland» de faire un sit-in dans le principal bureau de poste de la ville, après la manifestation des syndicats le dernier jour des envois des déclarations d'impôts. Et cela malgré une lettre antérieure par laquelle la section de la NALC déclarait son soutien à «Occupy Portland» et en dépit d'un vote unanime des membres en faveur de la journée nationale d'action de «Occupy the Post Office».

Sans se laisser décourager par ces obstacles, le réseau CPWU est bien décidé à mobiliser une riposte nationale à l'approche de l'échéance du 15 mai 2012.

Les travailleurs postaux dans l'Etat du Vermont se sont alliés au mouvement Occupy et au Vermont Workers Center pour organiser des manifestations contre la fermeture du centre de tri de White River Junction. Ils préparent une action encore plus marquante: pour le 17 avril, pour le 1^{er} mai et le 19 mai, la date prévue pour la fermeture du centre. A Baltimore, des manifestations de rue sont organisées pour demander la réouverture du Centre de tri de Frederick.

Le 17 mars, le jour anniversaire de la grève postale de 1970, dans la ville de New York, le mouvement Community-Labor United to Save Postal Jobs and Services a organisé une manifestation de 500 personnes, pour lancer l'«Opération Code postal», une campagne pour bloquer le plan des 1% visant à privatiser la Poste. En outre, des militant·e·s de nombreuses villes ont tous déclarés qu'ils répondaient à l'appel pour le 17 avril; cela à Seattle, Tacoma, Portland, Eugene, San Francisco, Des Moines, Omaha, Lincoln, Sioux City, Rapide City, Detroit, Washington D.C. et Philadelphie. (Traduction *A l'Encontre*)

Etats-Unis: une action pour sauver la Poste

Écrit par Jamie Partridge
Mardi, 24 Avril 2012 18:26 -

Publié sur le site d' Alencontre.org